



Lettre ouverte aux visiteurs du Centre Pompidou Metz

Nous souhaitons attirer votre attention sur la situation du personnel accueillant les visiteurs:

Contrairement aux idées reçues, notre employeur n'est pas le centre, mais une société de prestation de services (Phone Régie, dont le siège est à Paris et qui possède une agence à Strasbourg) ayant remporté un appel d'offre au mois de mai 2010. Cette situation implique de nombreux dysfonctionnements dont nous souhaitons vous faire part :

Le choix de la sous-traitance donne lieu à des dépenses bien plus importantes que si nous étions rattachés au centre. La convention collective à laquelle nous appartenons ne correspond en rien aux métiers effectués au sein du Centre. Notre société est une société d'hôtes, alors que tout le personnel répond à des qualifications spécifiques et a été recruté pour celles-ci.

La précarité est la règle : les CDD à répétition, les salaires notoirement insuffisants, le management actuel absolument pas adapté, pris à la légère impliquant de nombreux problèmes d'organisation (aucun week-end, problèmes d'avenants pour les contrats de travail et de planning, Comité d'entreprise inexistant...). Au vu de la situation se dégradant de jour en jour, il est clair que c'est vous, le public, qui en subissez les conséquences.

La direction met tout en œuvre pour empêcher que les salariés s'organisent. Toute tentative de parole est réprimée ; l'intimidation est monnaie courante. Un des salariés, reconnu compétent par tous, a été débarqué de son poste de travail sans justification.

Il existe un décalage important entre la modernité affichée du centre et la situation des salariés y travaillant. Nous n'acceptons pas de travailler dans des conditions dignes du temps de Zola!

Nous aimons notre travail et sommes soucieux du bon fonctionnement du centre et de la qualité d'accueil des publics. La société sous-traitante se soucie d'abord de ses bénéficiaires avant de penser aux conditions d'accueil des visiteurs et aux conditions de travail des personnels. Et tout cela sur le compte d'argent public. Nous préconisons la récupération de ce marché au plus vite par le centre lui-même afin de régler les problèmes existants et réinvestir les budgets dans la vie du lieu.

Le centre Pompidou Metz est un site unique. Tous les salariés y travaillant devraient avoir le même statut et les mêmes droits que ceux du centre Pompidou Paris. Aussi, les salariés expriment les revendications suivantes :

Faire reculer la précarité

Transformer les CDD en CDI. Pas de rémunération en deçà du SMIC horaire, les primes doivent être exclues du calcul. Transformation des contrats de temps partiel en temps complet. Droit au temps plein pour tous.

Augmenter les salaires

La convention collective n'est pas adaptée à la réalité de l'activité. Les emplois occupés exigent tous une compétence et des qualifications qui ne sont pas reconnues. Aujourd'hui, la quasi totalité des salariés sont sous le seuil de pauvreté.

Faire reconnaître le droit des salariés

La direction met tout en œuvre pour empêcher que les salariés s'organisent. Toute tentative de prise de parole est réprimée; l'intimidation est monnaie courante. Un des salariés reconnu compétent par tous a été débarqué de son poste de travail sans justification.

Améliorer le service offert et les conditions de travail.

Les horaires et planning de travail doivent être pour permettre une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie familiale. Les Plannings doivent être établis à l'avance à la quinzaine, avec la mise en place d'un meilleur roulement pour les week-end et jours fériés (obligatoirement travaillés à l'heure actuelle).

Une amélioration des conditions de travail permettra une amélioration des conditions d'accueil du public.

Ensemble avec notre syndicat CGT, nous souhaitons attirer l'attention de la population, des pouvoirs publics et des élus sur notre situation. Le Centre Pompidou Metz vient de fêter sa première année d'existence. Nous avons contribué à cette réussite, nos droits légitimes doivent être reconnus.

Nous demandons l'ouverture de négociations immédiates afin de sortir de cette situation.